

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FINAMUR S.A.

Société Anonyme au capital de 227 221 164 euros
Siège social : 12, place des Etats-Unis - CS 30002
92548 Montrouge cedex – France
340 446 707 RCS NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2025

I – Bilan au 31 décembre 2024
(Montants présentés en milliers d'Euros)

Actif	2024	2023
Caisse, Banques Centrales, CCP	251	351
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les Etablissements de Crédit	183 729	54 995
Opérations avec la clientèle	17 683	21 955
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et Autres Titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Part dans les entreprises liées	1	1
Crédit-Bail et Location avec option d'achat	5 130 790	5 054 168
Location simple	8	8
Immobilisations incorporelles	2 425	4419
Immobilisations corporelles	0	0
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	156 102	495 350
Comptes de régularisation	3000	28 246
Total de l'actif	5 493 989	5 659 493
Passif	2024	2023
Banques Centrales, CCP	0	0
Dettes envers les Etablissements de Crédit	4 107 284	4 154 311
Opérations avec la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	40 000	40 000
Autres Passifs	772 919	881 199
Comptes de régularisation	155 560	166 559
Provisions pour risques et charges	19 241	20 588
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux Propres	398 985	396 836
Capital souscrit	227 221	227 221
Prime d'émission	71 372	71 372
Réserves	23 181	22 441
Report à nouveau	75 062	61 008
Résultat de l'exercice	2 149	14 794
Total du passif	5 493 989	5 659 493
Hors-Bilan	2024	2023
1° Engagements donnés	563 441	600 620
Engagements de financement	562 441	599 620
Engagements de garantie	1 000	1 000
Engagements sur titres		
2° Engagements reçus	2 808 892	2 661 872
Engagements de financement	12	12
Engagements de garantie	2 808 880	2 661 860
Engagements sur titres12	0	0

Note concernant le Hors-bilan (autre informations)
-opérations sur instruments financiers à terme : note 15

II – Compte de résultat au 31 décembre 2024
(Montants présentés en milliers d'Euros)

	2024	2023
+ Intérêts et produits assimilés	20 107	23 132
- Intérêts et charges assimilés	-137 540	-129 378
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	776 502	1 145 258
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-612 129	-977 665
+ Produits sur opérations de location simple	78	221
- Charges sur opérations de location simple	0	-36
+ Commissions produits	28	6
- Commissions charges	-7 581	-7 302
+ Autres produits d'exploitation bancaire	460	2 770
- Autres charges d'exploitation bancaire	-45	-4
Produit net bancaire	39 880	57 002
- Charges générales d'exploitation	-35 748	-35 522
- Dotations aux amortissements et aux provisions	-579	-587
sur immobilisations incorporelles et corporelles	3 553	20 893
Résultat brut d'exploitation	3 420	2 176
+/- Coût du risque	6 973	23 069
Résultat d'exploitation	0	-3
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	6 973	23 066
Résultat courant avant impôt	0	0
+/- Résultat exceptionnel	-4 824	-8 272
Résultat net	2 149	14 794

III – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 d'un montant de 2 148 952,59 € de la façon suivante :

Affectation à la réserve légale :	107 447,63 €
Au titre de dividendes :	0,00 €
Solde affecté au report à nouveau :	2 041 504,96 €
Total affecté :	2 148 952,59 €

Le compte de report à nouveau, de 75 061 747,37 €, affichera un solde de 77 103 252,33 € après affectation.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du code général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice de versement du dividende	Dividende par action	Avoir fiscal par action	Réfaction (art 243 bis GCI)	
			éligible	Non éligible
Exercice 2023	0	N/A	0 €	0 €
Exercice 2022	0	N/A	0 €	0 €
Exercice 2021	1,58	N/A	0 €	0 €

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

IV – Annexes

Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Cadre juridique et financier

FINAMUR est une société anonyme dont le cadre réglementaire est fixé par le Code du Commerce. Elle est soumise au droit commun en matière fiscale. En tant que Société Financière, spécialisée dans le crédit-bail immobilier, FINAMUR S.A. relève des dispositions de la loi bancaire du 24 janvier 1984, relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Les comptes sont présentés selon les instructions du Comité de la Réglementation Bancaire et selon la forme retenue par CRÉDIT AGRICOLES.A.

La société FINAMUR S.A. est détenue à 99,99 % par la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. La société est intégrée fiscalement au Crédit Agricole S.A., depuis le 1er janvier 2009 pour une durée de 5 ans reconductible tacitement. L'impôt sur les sociétés au titre de l'année 2024 s'élève à 4 824 K€.

1.2. Evénement significatifs relatifs à l'exercice 2024

Néant

1.3. Evénements postérieurs à l'exercice 2024

Néant

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers de FINAMUR S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole SA.

La présentation des états financiers de FINAMUR S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-02 du 5 juillet 2024 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-03 du 6 septembre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2017-02 du 5 juillet 2017 aux comptes annuels et consolidés du groupe Action Logement	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-01 du 5 avril 2024 modifiant le règlement ANC N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif immobilier	Opérations à compter du 24/12/2024
Règlement N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023

FINAMUR S.A. n'est pas soumis à l'application de ces nouveaux règlements

2.1. Opérations de Crédit-Bail

Les postes « Crédit-bail et location avec option d'achat » et « Location simple » recensent les rubriques suivantes :

- Immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables,
- Provision article 57,
- Dépréciation des actifs immobilisés,
- Immobilisations en cours de construction,
- Avances et acomptes versés aux fournisseurs,
- Créances douteuses nettes de provisions,
- Indemnités de résiliation nettes de provisions,
- Créances rattachées,
- Produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisé et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques.

Immobilisations

- Valeur brute

La valeur brute des immobilisations est celle de leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition.

- Amortissements

Les amortissements comptables des immeubles donnés en crédit-bail, sont calculés selon le mode linéaire. Ils sont en général calculés sur 20 ans.

Ces amortissements peuvent également être calculés selon le mode financier, sur la durée de vie du contrat.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont amortis dès la mise enoyer.

- Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une provision.

- Provision art. 57 et réserve latente

Afin de mieux apprécier la situation et les résultats de la société, les sociétés de crédit-bail sont autorisées à passer une provision article 57 lorsque l'amortissement financier est supérieur à l'amortissement comptable.

Cette provision est comptabilisée dans les comptes sociaux en diminution des postes d'actifs concernés.

L'excédent des amortissements comptables sur les amortissements financiers constitue la réserve latente qui n'apparaît pas en comptabilité sociale mais uniquement en comptabilité financière.

2.2. Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière. Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle). Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La société FINAMUR S.A. constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

Ces provisions ne sont pas applicables en norme sociale en leasing, mais elles sont prises dans la comptabilité financière.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL.

L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;

- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La société FINAMUR S.A. applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

• Dégradation significative du risque de crédit

La société FINAMUR S.A. doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacements géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation

d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements. Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse (appréciation par la Direction des Risques).

Parmi les encours douteux, FINAMUR S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par FINAMUR SA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation. Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, FINAMUR S.A. le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par FINAMUR S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant.

Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignation).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.4. Opérations de location simple

La valeur brute des immeubles correspond au prix de revient des immeubles hors frais d'acquisition.

L'amortissement des constructions s'effectue selon le mode linéaire sur la durée normale d'utilisation du bien, déterminé selon les usages.

En fin d'exercice, une dépréciation est constatée, le cas échéant, comme en matière d'immeubles non loués après résiliation de contrat.

2.5. Subventions

Les subventions reçues sont destinées à être rétrocédées au client. Elles sont comptabilisées dans le poste « autres passifs ».

2.6. Provisions

FINAMUR S.A appliqué le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

2.7. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie.

• Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de FINAMUR S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te)

sur opérations de macro-couverture ».

Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- Les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macrocouverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes ;
- Les caps et floors, souscrits dans le cadre d'une stratégie de micro-couverture de taux.

Les engagements résultant de la conclusion de ces contrats sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.

Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

• Mécanisme TLTRO III

Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, Finamur se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

2.8. Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.9. Titres de participation

Les titres de participation se rapportent à des sociétés dont certaines font partie du groupe Crédit Agricole S.A. Leasing & Factoring et font l'objet d'une dépréciation lorsque la situation nette financière est inférieure au coût d'acquisition.

2.10. Refacturation de charges entre FINAMUR S.A. et CA LEASING & FACTORING

Dans le cadre de la convention d'échange de services signée entre FINAMUR S.A. et CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING, les montants suivants ont été refacturés en 2024 :

Facturation de CAL&F à FINAMUR S.A.

- Des frais du personnel pour 22,6 M€.
- De la sous-traitance administrative pour 13,9 M€.

2.11. Impôt sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

FINAMUR S.A. a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale.

Aux termes des accords conclus, FINAMUR S.A. constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3 Créances sur les établissements de crédit – analyse par durées résiduelles

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Caisse banques centrales	251	0	0	0	251	0	251	351
Comptes et prêts :								
- à vue	251				251		251	351
- à terme								
Total des créances ets crédit	251	0	0	0	251	0	251	351

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	148 069	0	0	0	148 069	0	148 069	27 704
Comptes et prêts :								
- à vue					0		0	0
- à terme	0				0		0	0
Créances partenaires sur contrats en pools	146 135				146 135		146 135	27 704
Appel en garantie	1 934				1 934		1 934	
Operations internes	35 660	0	0	0	35 660	0	35 660	27 291
Comptes ordinaires :								
- à vue	35 660				35 660		35 660	27 291
- à terme	0				0	0	0	0
Total des créances ets crédit	183 729	0	0	0	183 729	0	183 729	54 995

Note 4 Opérations avec la clientèle - analyse par durées résiduelles

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle				Total en principale	Créances rattachées	Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Opérations avec la clientèle	459	1 391	1 726	14 107	17 683	0	17 683	21 955
Créances	459	1 391	1 726	14 107	17 683	0	17 683	21 955

Note 5 Titres de participation et de filiales

Nom	Siège	Forme juridique	% de capital détenu	Valeur brute comptable des titres (K€) 31/12/2023	Cessions	Valeur brute comptable des titres (K€) 31/12/2024	Capital social	Montant capitaux propres (K€)
BPI France	27-31 Avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort	S.A.	NS	0,8		0,8	806	N.C.
Total				0,8	0,0	0,8		

Note 6 Variation de l'actif immobilisé**6.1. Opérations de crédit-bail et assimilés****- Immobilisations louées en crédit-bail et assimilés :**

(en milliers d'Euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2024
Valeur Brut Loué	8 387 982	1 380 736	-1 392 632	-2 063	8 374 023
Amortissement	-2 748 809	-358 014	377 109	1	-2 729 713
Provision art 57	-815 005	-118 123	198 088	0	-735 040
Provisions sur actifs	-27 313	-3 843	-5 197	0	-36 353
Valeur nette	4 796 855	900 756	-822 632	-2 062	4 872 917

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation :

(en milliers d'Euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2024
Valeur Brut ITNL	21 364	-8 867	23 439	2 063	37 999
Amortissement	-11 736	0	-641	-1	-12 378
Provisions sur actifs	-1 457	143	-2 153	0	-3 467
Valeur nette	8 171	-8 724	20 645	2 062	22 154

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail :

(en milliers d'Euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances clients	183 893	0	183 893
Produits à recevoir sur loyers	12 901	0	12 901
Créances totales	196 794	0	196 794
Créances douteuses non compromises	12 762	4 833	7 929
Créances douteuses compromises	124 206	93 210	30 996
Créances douteuses totales	136 968	98 043	38 925

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles

En application de l'article 1124-29 du règlement ANC 2014-07, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilé (source financière) selon deux critères ; le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

✓ Par agents économiques (en milliers d'Euros) :

Stés non financières	4 853 210
Ets de crédit	66 082
Entrepreneurs individuels	39 356
Société assurances	0
Administrations de sécurité sociale	0
Administrations Privées	45 697
Administrations Centrales	0
Administrations Publiques	37 169
Total encours financier	5 041 514

Par durées résiduelles (en milliers d'Euros) :

Encours financiers	<= 3 mois	> 3 mois & <= 1 an	> 1 an & <= 5 ans	> 5 ans	Total
	130 845	396 716	492 097	4 021 856	5 041 514

6.2. Opérations de location simple

- Créances clients liées aux opérations de location simple:

(en milliers d'Euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances clients	0	0	0
Produits à recevoir sur loyers	0	0	0
Créances totales	0	0	0
Créances douteuses non compromises	47	39	8
Créances douteuses compromises	0	0	0
Créances douteuses totales	47	39	8

6.3. Immobilisations corporelles et incorporelles

- Immobilisations propres (en milliers d'Euros) :

(en milliers d'Euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	7 170	0	-1 415	5 755
-Amortissement	-2 751	0	-579	-3 330
= Valeur nette	4 419	0	-1 994	2 425

Note 7 Autres actifs et comptes de régularisation**7.1. Autres Actifs**

(en milliers d'Euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Autres actifs		
Créances sur l'Etat : TVA	1 401	94
Créances sur l'Etat : acompte sur IS	7 471	547
Compte courant	0	0
Chèques notaires	55 117	363 508
Subventions à recevoir	101	354
Syndication en attente	41 275	87 752
Autres débiteurs divers	50 737	43 095
Total	156 102	495 350

7.2. Comptes de régularisation

(en milliers d'Euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Actifs		
Produits à recevoir sur instruments financiers	0	0
Comptes de décaissements	1 648	519
Autres comptes de décaissement	39	39
Produits à recevoir	0	0
Charges constatées d'avance	197	270
Autres	1 116	27 418
Total	3 000	28 246

Note 8 Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durées résiduelles

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Dettes rattachées	Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	73 118
Comptes et emprunts :								
- JJ								
- à terme	0				0		0	0
Partenaires à reverser	0				0		0	73 118
Opérations internes	136 479	742 223	1 545 634	1 652 636	4 076 972	30 312	4 107 284	4 081 194
Comptes ordinaires :								
- à vue	7 349				7 349	0	7 349	40 755
Comptes et emprunts :								
- JJ	0				0	0	0	0

- à terme	102 449	661 328	1 445 289	832 528	3 041 594	14 763	3 056 357	3 198 869
Emprunts / syndication								
- à terme	26 681	80 895	100 345	820 108	1 028 029	0	1 028 029	826 748
Appels en garantie					0	15 549	15 549	14 822
Total des dettes	136 478	742 223	1 545 634	1 652 636	4 076 972	30 312	4 107 284	4 154 312

Note 9 Comptes créditeurs de la clientèle

La société FINAMUR S.A. n'a pas de compte créditeur de la clientèle.

Note 10 Dettes représentées par un titre – analyse par durées résiduelles

(en milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse					0		0	0
Titres du marché interbancaire					0		0	0
Titres de créances négociables			0	40 000	40 000		40 000	40 000
Emprunts obligataires					0		0	0
Autres dettes représentées par un titre					0		0	0
Valeur au bilan	0	0	0	40 000	40 000	0	40 000	40 000

Note 11 Autres passifs et comptes de régularisation**11.1. Autres Passifs**

(en milliers d'Euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Autres passifs		
Dettes sur l'Etat : TVA	42 055	37 524
Dettes sur l'Etat : IS	0	-1 294
Dépôts et cautions reçus	780	68
Fournisseurs d'immobilisations en crédit-bail et assimilés	85 099	337 339
Avances preneur à reverser	378 012	376 032
Versements complémentaires	0	0
Subventions	7 417	11 353
Crédit-preneur	0	23
Partenaires pools (opérations non dénouées)	170 956	5 931
Dépôts et cautions : appel de marge	45 290	58 340
Autres créditeurs divers	43 310	55 882
Total	772 919	881 198

11.2. Comptes de régularisation

(en milliers d'Euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Passifs		
Comptes d'encaissements	46 642	57 572
Produits de crédit-bail et assimilé constatés d'avance	65 882	65 158
Charges à payer sur instruments financiers	153	223
Charges à payer	42 861	43 058
Divers	22	548
Total	155 560	166 559

Note 12 Provisions

(en milliers d'Euros)	2023	Dotation	Reprise	Utilisation	2024
Risques généraux ctx	16 923	372	-2 321		14 974
Risque opérationnel	3 665	1 630	-1 028		4 267
Total	20 588	2 002	-3 349	0	19 241

Note 13 Variation des capitaux propres

• Capital souscrit

Le montant du capital souscrit 227 221 164 € se décompose en 12 623 398 titres d'une valeur nominale de 18 euros.

Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2024, l'actionnariat se répartit ainsi:

	Nombre de titres	% du capital
Crédit Agricole Leasing & Factoring	12 623 396	99,99%
Autres sociétés groupe CASA	0	NS
Personnes physiques et morales autres	2	NS
Total	12 623 398	100,00%

Le résultat par action au 31 décembre 2024 est de 0,17 € par action

• Variation des Capitaux propres (en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant au 31/12/2023	Affectation du résultat de 2023	Affectation réserves	Dividendes	Résultat 2024	Montant au 31/12/2024
Capital	227 221					227 221
Réserves	21 530	740				22 270
Prime d'émission	553					553
Prime d'apport	4 192					4 192
Prime de fusion	66 627					66 627
Autres réserves	911					911
Sous total	321 034	740	0	0	0	321 774
Report à nouveau	61 008	14 054		0		75 062
Résultat de l'exercice	14 794	-14 794			2 149	2 149
Total	396 836				2 149	398 985

• Proposition d'affectation du résultat (en milliers d' Euros)

Report à nouveau exercice précédent	75 062
Bénéfice de l'exercice	2 149
Sommes distribuables	77 211
Affectation à la réserve légale	107
Au titre de dividendes	0
Report à nouveau	77 103
Total à l'affectation	77 211

Note 14 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(en milliers d'Euros)	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	0	0
Sur les établissements de crédit et institutions financières	0	0
Sur la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Dettes	4 069 623	4 011 830
Sur les établissements de crédits et institutions financières	4 069 623	4 011 830
Sur la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	0
Engagements donnés	154 894	144 370
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit	1 000	1 000
Garanties données à la clientèle	0	0
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	153 894	143 370

Note 15 Hors bilan

(en milliers d' Euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Engagements donnés	563 441	600 620
Engagements de signature	562 441	599 620
Engagements de financement	562 441	599 620
Engagement de garantie	1 000	1 000
Engagements de garantie	1 000	1 000

Engagements reçus	2 808 892	2 661 872
<i>des Caisses Régionales / contrats en syndication</i>	12	12
Engagements de financement	12	12
Contregaranties sur contrats de crédit-bail	2 443 966	2 198 961
Contregaranties sur contrats de crédit-bail de collectivité publique	5 247	5 247
Contregaranties sur engagements de signature	359 667	457 652
Engagements de garantie	2 808 880	2 661 860
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	344 051	632 056
<i>Opérations de SWAP, taux emprunteur</i>	344 051	632 056
<i>Opérations de Caps, Floors, taux emprunteur</i>	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	344 051	632 056
Autres engagements donnés	153 894	143 370
<i>Mobilisation TRICP</i>	153 894	143 370
Valeurs données en garantie	153 894	143 370
Engagements donnés	1 061 386	1 376 046
Engagements reçus	2 808 892	2 661 872

Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale.

Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP).

Dans ce contexte, FINAMUR S.A. filiale du Crédit Agricole apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les prêts que cette dernière octroie au groupe. FINAMUR S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément au règlement ANC 2014-07, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

<i>(en milliers d'Euros)</i>	Durée résiduelle			Notionnel	Réescompte	Valorisation à la juste valeur	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Swaps de taux Micro-couverture		1 023	8 756	9 779	-3		-448
Swaps de taux Macro-couverture		300 000	34 272	334 272	47		1 220
CAP (achat)							
Total	0	301 023	43 028	344 051	44	0	772

Note 16 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

<i>(en milliers d'Euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges/ Produits assimilés	796 687	749 669	47 018	1 168 611	1 107 079	61 532
* Opérations de trésorerie et interbancaire	20 107	137 540	-117 433	23 132	129 378	-106 246
* Opérations avec la clientèle						
* Opérations de crédit-bail	776 502	612 129	164 373	1 145 258	977 665	167 593
* Opérations de location simple	78	0	78	221	36	185

Note 17 Produits / charges liés aux commissions

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

<i>(en milliers d'Euros)</i>	Reçues		Versées	
	2024	2023	2024	2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	28	6	7 561	7 296
Commissions de garantie	28	6	6 106	5 469
Commissions d'apport			1 455	1 827
Sur autres services d'exploitation bancaire	0	0	20	6
Total	28	6	7 581	7 302

Note 18 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Taxes sur ITNL	0	0	0	0
Subventions virées au résultat	213	0	2 751	0
Divers	247	45	19	4
Total	460	45	2 770	4

Note 19 Autres produits et charges ordinaires

(en milliers d'Euros)	Montant 2024	Montant 2023
Autres produits d'exploitation	1 876	801
Autres produits d'exploitation	1 876	801
Impôts et taxes	-720	-4 529
Honoraires	-70	-93
Honoraires Commissaires aux comptes	-238	-204
Refacturation groupe/ Sous-traitance administrative	-34 559	-30 477
Quote-part minoritaire SCI Marne Brossolette	0	0
Divers autres charges d'exploitation	-2 037	-1 020
Autres charges d'exploitation	-37 624	-36 323
Solde produits/charges exploitation	-35 748	-35 522

Note 20 Coût du risque

(en milliers d'Euros)	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Provision pour clients douteux et contentieux	7 397	7 404	7
Provision pour risques techniques CB/LS			
Provision pour risques divers	372	2 537	2 165
Total I	7 769	9 941	2 172
Pertes sur créances couvertes par des provisions			-1 189
Pertes sur créances non couvertes par des provisions			-143
Récupérations sur créances amorties			360
Facturations contentieuses			0
Recours sur garant			2 604
Frais contentieux			-384
Total II			1 248
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances			3 420

Note 21 Situation fiscale et latente conditionnelle

(en milliers d'Euros)	2024	2023	Variation
Résultat fiscal	18 778	32 127	-13 349
Impôt sur les sociétés (25%)	4 694	8 032	-3 338
Contribution sociale sur les bénéfices (3,3%)	130	240	-110
Impôt sur les sociétés sur exercice antérieur *	0	0	0
Impôt société	4 824	8 272	-3 448
Reprise provision pour IS	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	4 824	8 272	-3 448

* Correction de l'impôt sur 2021 suite au contrôle fiscal sur les exercices 2017 & 2018

• Dettes et créances d'impôts différés

(en milliers d'Euros)	Base	taux	Actif	Passif
Réserve latente	177 991	25,83%		45 976
Dépréciations sur l'actif	-49 008	25,83%		-12 659
Activation charges et produits directs IAS	-10 287	25,83%		-2 657
Actualisation de créances	0	25,83%		0
Provisions IFRS 9*	-59 676	25,83%		-15 414
Charges à payer non déductibles	0	25,83%	0	
Indemnités de résiliation	-458	25,83%	118	
Dépréciations pour risques opérationnels	-14 523	25,83%	3 751	
Impact contrôle fiscal sur les exercices 2017 & 2018	-267	25,83%	69	
Total	43 772		3 938	15 246

Id 2023			4 220	14 318
Variation id 2024/2023			-282	928
Variation nette id 2024/2023				-1 210

Autres informations

• Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A.
12, place des Etats-Unis
92548 MONTROUGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE S.A.
12, place des Etats-Unis
92548 MONTROUGE CEDEX

• Ventilation de l’effectif moyen

La société n’emploie pas d’effectif propre.

• Organes de direction, d’administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n’a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d’administration, au cours de l’exercice 2024.

• Politique d’engagement

La politique d’engagements détermine les règles de sélection des contreparties fondées sur un système de notation, une politique de garantie et une méthodologie d’analyse du risque

Note 22 Note sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

• Variation de la réserve latente

<i>(en milliers d’Euros)</i>	Montant 2024	Montant 2023	Variation
Valeur brute des immobilisations	8 152 565 288	8 000 176 508	152 388 780
Subventions	-8 011	-8 549	538
Valeur nette financière *	4 661 406	4 470 389	191 017
Valeur nette comptable	4 483 415	4 304 150	179 265
Reserve latente brute	177 991	166 239	11 752
Provisions financières contentieuses	-47 873	-35 169	-12 704
Provisions sociales contentieuses	39 819	28 768	11 051
Reserve latente nette	169 937	159 838	10 099

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L’amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d’amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier

<i>(en milliers d'Euros)</i>	31/12/2024		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	2 149	396 835	398 984
Retraitements			
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	11 753	159 838	171 591
Provision financière	-12 704		-12 704
Provision sociale	11 050		
Provisions IFRS 9 *	4 138	-63 815	-59 677
Impôts différés sur réserve latente	-1 210	-10 097	-11 307
ID : décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal	0		0
Activation charges/produits directs IAS	-846	-283	-1 129
Activation charges/produits directs social	407	-10693	-10 286
Actualisation	0	-1135	-1 135
Impact IFRIC	393	1103	1496
Situation nette consolidée financière	15 130	471 753	486 883

V - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels*(Exercice clos le 31 décembre 2024)*

A l'assemblée générale

FINAMUR S.A.

12 Place Des Etats-unis Cs 30002

92120 MONTRouGE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FINAMUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 22 de l'annexe des comptes annuels relative à la détermination du résultat financier, qui inclut notamment l'application de la norme IFRS 9 dans la comptabilité financière.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit.

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
<p>La société Finamur comptabilise au titre du risque de crédit et de son portefeuille client, des dépréciations individuelles de créances douteuses.</p> <p>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours douteux, déduction faite des garanties et réserves.</p> <p>Compte tenu de l'activité exercée par la société Finamur, nous considérons que l'évaluation des dépréciations des créances douteuses constitue un point clé de l'audit.</p> <p>Au 31 décembre 2024 les dépréciations des créances douteuses s'élèvent à 98 M€ pour un encours total de 137 M€ et dans la note 6, 1 de l'annexe aux comptes annuels et les dépréciations des créances douteuses relatives aux opérations de crédit-bail et de location simple s'élèvent à 0,4 M€ pour un encours total de 0,5 M€ dans la note 6.2 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par Finamur dans le contexte macroéconomique actuel pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les créances douteuses ; - s'assurer du correct déclassement des créances en douteux ; - examiner les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises. <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - examiné les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d'alertes qui en découlent, le cas échéant ; - examiné les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit-bail de Finamur et de notre connaissance des pratiques du secteur ; - analysé les dossiers déclassés en douteux et apprécié le taux de provisionnement retenu ; - testé le calcul des dépréciations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FINAMUR par votre assemblée générale du 23 mai 2023 pour les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte et Associés

Au 31 décembre 2024, les deux cabinets étaient dans la deuxième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel

tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-Sur-Seine, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Agnès Hussherr

Deloitte et Associés
Charlotte Vandeputte

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de la société.